

PROJET PAVILLON DES SESSIONS - REFONTE DE L'ACCUEIL DE LA PORTE DES LIONS DU MUSEE DU LOUVRE

00_CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS

VERSION PHASE DCE INDICE F - NOVEMBRE 2024

AUTEUR : Fabien Gantois Architectures

MAITRE D'OUVRAGE

EPML

DIRECTION DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET DES JARDINS
SOUS DIRECTION DES BATIMENTS SERVICE GRAND TRAVAUX
RUE DE RIVOLI
75001 PARIS

ARCHITECTE

FABIEN GANTOIS ARCHITECTURES

230 RUE DU FAUBOURG SAINT DENIS
75010 PARIS

BUREAU d'ETUDES TECHNIQUES

BATITECH

8 BOULEVARD CORDIER
02100 SAINT QUENTIN

BUREAU d'ETUDES TECHNIQUES

ILAO

88 RUE DES GREFFIERES
17140 LAGORD

BUREAU d'ETUDES STRUCTURE

KHEPHREN

88BIS AVENUE DE LA CONVENTION
94117 ARCUEIL

1	ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL DU CHANTIER (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS) (CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS (CCTL))	4
1.1	DEFINITION DE L'OPERATION	4
1.2	LOCALISATION DU PROJET	4
1.3	CALENDRIER DE L'OPERATION	4
1.4	HEURES D'OUVERTURE DU CHANTIER	4
1.5	NUISANCES ACOUSTIQUES	4
1.6	NUISANCES VIBRATOIRES	5
1.7	GENERALITES SUR L'EPML	6
1.7.1	CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT	6
1.7.2	LOCAUX CLASSES PAR LES BATIMENTS DE FRANCE	6
1.7.3	SECTEURS DU MUSEE DU LOUVRE	6
1.8	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	6
1.9	DOCUMENTS GRAPHIQUES JOINTS AU DOSSIER DE CONSULTATION	6
1.9.1	DOCUMENTS GRAPHIQUES	6
1.9.2	DOCUMENTS PHOTOGRAPHIQUES	6
1.10	ACCES DU TERRAIN, VOIE D'ACCES AU TERRAIN, AIRE DE CHANTIER, VOIE PUBLIQUE	7
1.11	CONNAISSANCE DES LIEUX	7
1.12	DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS	8
1.13	CONTENU DU PRIX DU MARCHE	8
1.14	PLANS DE RECOLEMENT	9
1.15	OBLIGATIONS DE RESULTAT	9
1.16	REGLEMENT INTERIEUR ET REGLEMENT INCENDIE DE L'ETABLISSEMENT	9
1.17	PLAN DE PREVENTION	9
1.18	PERMIS DE FEUX/POUSSIÈRE ET PERMIS DE TRAVAIL	9
1.19	FORMATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE	10
1.20	DISPOSITIFS DE SECURITE ET DE PROTECTION	10
1.21	TENUE DU PERSONNEL DU TITULAIRE	10
1.22	OUTILLAGE	10
1.23	NACELLES ET ECHAFAUDAGES	11
1.24	ATTESTATION DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE QUALIBAT	11
2	RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS)	13
2.1	RAPPEL DE LA REGLEMENTATION	13
2.1.1	A. TYPE DE MARCHE	13
2.1.2	B. REGLEMENTATION GENERALE	13
2.2	EXIGENCES FONDAMENTALES	14
2.3	REGLEMENTATION PMR	14
2.4	PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES PRODUITS ET MATERIAUX (RAPPELS)	15
2.4.1	REGLEMENT EUROPEEN PRODUITS DE CONSTRUCTION - MARQUAGE CE	15
2.4.2	PRODUITS ET PROCEDES INNOVANTS	16

2.4.2.1	APPRECIATION TECHNIQUE D'EXPERIMENTATION (ATEX)	16
2.4.2.2	ÉVALUATION TECHNIQUE EUROPEENNE (ETE)	16
2.4.2.3	LE PASS'INNOVATION	16
2.4.2.4	ÉVALUATION TECHNIQUE PREALABLE DE MATERIAU (ETPM)	16
2.4.2.5	CERTIFICATION ET CLASSEMENTS DE PRODUITS	17
2.5	PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES	17
2.6	PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE	17
2.7	REGLEMENTATION CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE DES OUVRIERS	17

3 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS **19**

3.1	DEMARCHES ET AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	19
3.2	LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT	19
3.3	TRAITS DE NIVEAU	20
3.4	TRAVAUX SPECIAUX	20
3.5	ÉCHANTILLONS	20
3.6	ÉLÉMENTS « MODELES »	20
3.7	LOCAUX TEMOINS	20
3.8	REGLES D'EXECUTION GENERALES	21
3.9	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX	21
3.10	RESERVATIONS, PERCEMENTS, REBOUCHAGES, SCELLEMENTS, RACCORDS, ETC.	21
3.11	PROTECTION DES OUVRAGES	21
3.12	NETTOYAGE DE CHANTIER	22
3.13	REMISE EN ETAT DES LIEUX	22
3.14	PLANNING D'EXECUTION DES TRAVAUX	22

4 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES TRAVAUX DANS L'EXISTANT (CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS (CCTL)) **22**

4.1	RECONNAISSANCE DES EXISTANTS	22
4.2	PROTECTIONS DES OUVRAGES EXISTANTS	23
4.3	MESURES DE CONSERVATION DES OUVRAGES EXISTANTS	23
4.4	PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE PROTECTION DES EXISTANTS	24
4.5	MESURES DE CONSERVATION DES ABORDS	24
4.6	ÉTATS DES LIEUX	24
4.7	PLANS DES EXISTANTS	24
4.8	DIMENSIONS DES EXISTANTS	24
4.9	TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITION	25
4.10	MATERIAUX ET MATERIELS DE RECUPERATION	25
4.11	ÉCHAFAUDAGES, AGRES, PROTECTIONS, ETC.	25
4.12	EMPLOI DE GROS ENGINS MECANIQUES	25
4.13	STOCKAGE DE MATERIAUX DANS L'EXISTANT	25

1 ENVIRONNEMENT GÉNÉRAL DU CHANTIER (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS) (Clauses communes à tous les lots (CCTL))

1.1 Définition de l'opération

Présentation succincte de l'opération :

PROJET PAVILLON DES SESSIONS - REFONTE DE L'ACCUEIL DE LA PORTE DES LIONS DU MUSEE DU LOUVRE

- ➔ Particularités : le projet est réalisé en milieu occupé sans interruption du fonctionnement du musée ;
En parallèle du projet, les salles GOYA, Pizzetta Murillo seront également en travaux. Les nuisances sonores seront donc minimisées.

1.2 Localisation du projet

Le périmètre du site est l'espace d'accueil de la porte des lions occupe une surface d'environ 600 m².
Cet espace est accessible depuis l'extérieur du Musée depuis le jardin du carrousel, et le quai François Mitterrand (aujourd'hui fermé par une grille) et également par l'intérieur du Musée depuis les collections des peintures Espagnoles, Italiennes ainsi que la salle des peintures Anglaises et Etats-Uniennes au premier étage de l'aile Denon.

1.3 Calendrier de l'opération

- ➔ Le calendrier de l'opération est joint au dossier de consultation.

1.4 Heures d'ouverture du chantier

- ➔ Les heures d'ouverture du chantier sont les suivantes : 7h45-19h

1.5 Nuisances acoustiques

- ➔ Les nuisances acoustiques ne seront tolérées qu'en dehors des heures d'ouverture du musée au public qui sont les suivantes :

Jour	Ouverture	Fermeture
Lundi	9h00	18h00
Mardi	Fermé	Fermé
Mercredi	9h00	21h00
Jeudi	9h00	18h00
Vendredi	9h00	21h00
Samedi	9h00	18h00
Dimanche	9h00	18h00

- ➔ Les nuisances acoustiques ne seront tolérées qu'en dehors des heures d'ouverture de l'Ecole du Louvre (située juste en dessous de l'espace du chantier) qui sont les suivantes :

8h00 à 21h00 du lundi au vendredi

- ➔ Nota bene :
 - Le musée du Louvre est fermé les 1er janvier, 1er mai et 25 décembre. Il est ouvert tous les autres

jours fériés, sauf quand ils tombent un mardi, jour de fermeture hebdomadaire.

- Lors de mécénats ou lors d'événements exceptionnels, les salles du musée du Louvre peuvent recevoir du public en dehors des horaires d'ouverture du Musée du Louvre. Une information est communiquée à l'ensemble de l'E.P.M.L. et des entreprises via la procédure appelée « demande d'événement exceptionnel » en place au sein de l'E.P.M.L.
- Les travaux se situent au-dessus des amphithéâtres de l'École du Louvre. Les travaux bruyants devront être adaptés en fonction des événements se tenant dans ces lieux. Les travaux bruyants devront avoir lieu en horaires décalés ou de nuit. Sont considérés comme travaux bruyants (liste non limitative) : les travaux de démolitions, les travaux de perçage (faux plafonds acoustiques), les travaux de restauration des pierres, la dépose des sols en pierre.

1.6 Nuisances vibratoires

Les entreprises veilleront aux questions de vibrations.

L'entreprise du lot 01 devra un suivi acoustique et vibratoire, par la mise en place de plusieurs capteurs (à minima 1 sur le chantier proche de l'ouverture créée). Une réserve d'œuvre se trouve à l'étage supérieur et des amphithéâtres de l'École du Louvre à l'étage inférieur.

Les dépassements de seuils seront traduits par le déclenchement de gyrophares disposés sur tout le site et alertes SMS sur les téléphones du personnel encadrant des travaux.

Les seuils établis par la maîtrise d'ouvrage sont les suivants :

B.4 DOCUMENT MAITRISE D'OUVRAGE – SEUILS CONTRACTUELS

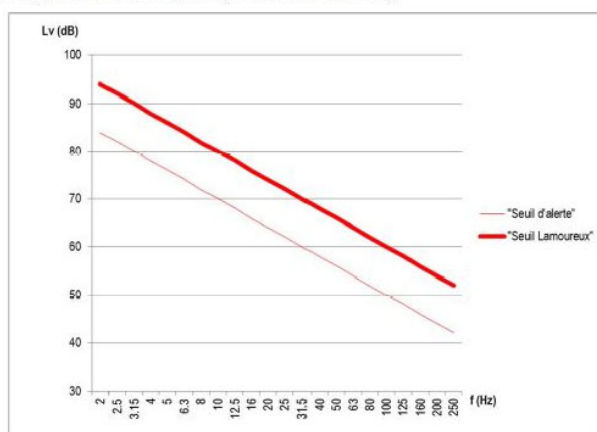
Le Musée du Louvre se base habituellement sur un rapport de surveillance vibratoire daté du 5 mai 2009 – chantier Arts de l'Islam – définissant les seuils d'accélération vibratoire maxima, en vue de la préservation des collections voisines des chantiers de démolition et construction :

- seuil global « Lamoureux » : $L_a \leq 110$ dB (réf. 10^{-6} m/s²) ;
- seuil fréquentiel « Lamoureux » : $L_a \leq 90$ dB (réf. 10^{-6} m/s²) pour tous les tiers d'octave de la gamme 2 Hz – 250 Hz.

Les durées d'intégration des niveaux observés ne sont pas précisées. Elles étaient fixées à 10 secondes dans le cas du chantier, objet de l'étude de 2009.

Ces données ont été intégrées en vitesses vibratoires et permettent une comparaison directe avec les données enregistrées lors du chantier test d'octobre 2018.

On obtient le gabarit suivant à respecter (vitesse vibratoire en dB) :



1.7 Généralités sur l'EPML

1.7.1 Classement de l'établissement

Le site est classé ERP 1ère catégorie et doit répondre à la réglementation de type musée (Y), auditorium (L), restaurants (N), ateliers pédagogiques (R), bibliothèques (S), boutiques (M) et bureaux (W), Salles d'exposition (T) et Salles d'auditions, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usage multiple (L)

Des locaux d'activités professionnelles, hors public, sont assujettis au code du travail.

Les documents relatifs à la sécurité et au classement du site sont consultables sur place, dans les locaux de l'E.P.M.L.

1.7.2 Locaux classés par les Bâtiments de France

Certains locaux de l'E.P.M.L. sont « classés » et gérés par les Bâtiments de France, organisme indépendant de l'E.P.M.L.

1.7.3 Secteurs du Musée du Louvre

Les espaces intérieurs sont reliés en infrastructure par la Voie de Desserte Intérieure (V.D.I.).

Cette V.D.I. rejoint le jardin du Carrousel (secteur 1) à Flore (secteur A) et à la cour Napoléon (secteur H) puis à Denon (secteur B et C), la cour Carrée – Sully (secteur D), Richelieu (secteur E) et Rohan (secteur F).

Seuls les piétons et les véhicules électriques sont autorisés à circuler dans la V.D.I.

1.8 Identification des intervenants

- ➔ Architecte : FABIEN GANTOIS ARCHITECTURES, 230 rue du faubourg Saint-Denis 75010 PARIS
- ➔ Bureau d'études structures : KHEPHREN INGENIERIE 88 bis Avenue de la Convention, 94110 Arcueil
- ➔ Bureau d'études CFO cfa : BATI TECH 8, boulevard Cordier 02100 Saint Quentin
- ➔ Bureau d'études CVC : ILAO – Agence de Paris 1-7 Cours Valmy - La Défense Belvédère Business Centre 92800 PUTEAUX
- ➔ Bureau de contrôle : BUREAU VERITAS, Mme Laetitia LEMESSOM laetitia.lemessom@bureauveritas.com
- ➔ Coordonnateur OPC : pas de mission OPC sur ce projet
- ➔ Coordonnateur SPS : RISK CONTRÔLE, Karl Hounnou (karl.hounnou@risk-control.fr)
- ➔ Coordonnateur CSSI : EFFICIO, Antony LISI (anthony.lisi@be-efficio.fr)

1.9 Documents graphiques joints au dossier de consultation

1.9.1 Documents graphiques

- ➔ Dossier d'installation de chantier (compris dans les pièces graphiques architecte)
- ➔ Dossier de plans architecte
- ➔ Dossier de plans bureaux d'études techniques (structure + CFO cfa + CVC)

1.9.2 Documents photographiques

→ Sans objet

1.10 Accès du terrain, voie d'accès au terrain, aire de chantier, voie publique

La base vie utilisée pour le chantier sera la base vie Rohan (voir plan dans le dossier graphique).

Cette dernière est accessible pour les livraisons depuis le rond-point du Carrousel. Un agent du Louvre devra être présent pour permettre l'ouverture des potelets.

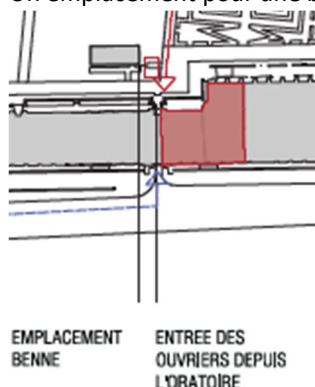
En parallèle, un accès livraisons pourra se faire depuis le quai François Mitterrand : une demande naga avec immatriculation du véhicules minimum 48h avant, puis appel au PCC 0140205000 pour demander l'ouverture de la porte des Lions. Les modalités d'accès seront précisées lors de la réunion de lancement du projet.

A ce stade les horaires de livraisons annoncés sont 7h45-19h.

Pour les accès et les demandes de badges. Les entreprises devront privilégier au maximum les badges permanent avec l'envoi de la photo sur fond blanc au format Jpeg, l'extrait de casier judiciaire et la carte d'identité. Les badges pourront être retirés au niveau du PAC des lions aux horaires 7h45-19h.

Les voies utilisées ne devront en aucun cas être dégradées pendant toute la durée du chantier. Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Un emplacement pour une benne a été défini avec la MOA (voir plan et photographie ci-dessous).



1.11 Connaissance des lieux

Par le fait d'avoir remis leur offre, les entrepreneurs sont réputés :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux, ainsi que tous les abords ;
 - Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
 - Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
 - Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.
- ***Le forfait est donc réputé tenir compte de toutes les constatations faites lors de la reconnaissance du site et comprendre tous les travaux accessoires et autres nécessaires.***

- *Les entrepreneurs sont réputés avoir une parfaite connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit exercer une influence sur l'exécution des travaux et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.*
- *L'entreprise doit prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.*
- *Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.*

1.12 Décomposition des travaux en lots

Liste des lots de l'opération :

- **00 : CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS**
- **01 : INSTALLATION DE CHANTIER, DEMOLITION-GROS OEUVRE, MACONNERIE DE PETITS ELEMENTS CLOISONS DOUBLAGES, PIERRE NATURELLE & TERRAZZO, CARRELAGE, STAFF, PEINTURES, SOL SOUPLE.**
- **02 : MENUISERIE BOIS ET METALERIE ET SERRURERIE FINE**
- **03 : COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES**
- **04 : PLOMBERIE ET VENTILATION**
- **05 : ELECTROMENAGER DE CUISINE**

1.13 Contenu du prix du marché

Les prestations à la charge des présentes entreprises dans le cadre du marché comprendront implicitement :

- L'aménée, la mise en place, la maintenance et le repli en fin de travaux des installations de chantier ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de ses travaux ;
- La protection des ouvrages jusqu'à la réception ;
- L'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à la charge de l'entrepreneur selon CCAP ;
- La protection des ouvrages des autres corps d'état pouvant être détériorés ou salis par les travaux du présent lot ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans " comme construit " pour être remise au maître d'ouvrage à la réception des travaux ;
- Et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux ;
- Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux ;
- Le ramassage et la sortie des déchets et des emballages ;
- Le tri des emballages et des déchets et l'enlèvement hors du chantier, dans le respect de la législation en

- vigueur ;
- ➔ La remise au maître d'ouvrage lors de la réception de :
 - La ou les notices de fonctionnement,
 - La ou les notices d'entretien ;
 - ➔ autre :

1.14 Plans de récolement

Les plans de récolement seront à établir par l'entrepreneur, à l'échelle : 1/50ème (2cm/m)

Sur ces plans figureront tous les ouvrages du marché.

L'établissement des plans de récolement n'est pas rémunéré par un prix spécial. Celui-ci est implicitement compris dans les prix du marché.

1.15 Obligations de résultat

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat : il devra livrer au maître d'ouvrage l'ensemble des ouvrages en complet et parfait état de finition en conformité avec la réglementation et les prescriptions du présent document, et il devra fournir toutes les fournitures et prestations nécessaires quelles qu'elles soient pour obtenir ce résultat.

1.16 Règlement intérieur et règlement incendie de l'établissement

Le Titulaire doit prendre connaissance du règlement intérieur de l'établissement ainsi que du règlement incendie, informer son personnel et le faire appliquer par son personnel.

1.17 Plan de prévention

Le titulaire rédige un plan de prévention à la date d'exécution du marché.

Il présente ce plan de prévention au cours d'un exposé à l'E.P.M.L. dans le mois qui suit la date d'exécution du marché.

Il fait approuver son plan de prévention par l'E.P.M.L.

Le titulaire le met à jour aussi souvent que nécessaire, le présente à chaque nouvelle version à l'E.P.M.L. et le fait approuver par ce dernier.

Le titulaire fait son affaire de le diffuser, de former son personnel aux consignes et procédures indiquées dans son plan de prévention et de veiller au respect de ces consignes et procédures par son personnel.

1.18 Permis de feux/poussière et permis de travail

Le titulaire doit obtenir un permis de feu et un permis de travail pour chaque tâche qui le nécessite (soudure, meulage, relamping...) auprès du Service Prévention Sécurité Incendie, selon la procédure en vigueur à l'E.P.M.L."

Le titulaire fait son affaire pour connaître et appliquer cette procédure jointe en annexe.

Chaque entreprise sera formée pour utiliser la DI de chantier et sera responsable de sa désactivation et sa réactivation en accord avec les pompiers. En cas de manquement sur ce sujet, l'entreprise responsable du désordre devra s'affranchir d'une pénalité financière de 100 €.

1.19 Formation du personnel du titulaire

Le titulaire du marché doit former son personnel aux règlements et aux consignes de sécurité générales et particulières de l'établissement et contrôler fréquemment ses connaissances.

Le titulaire doit fournir la procédure de contrôle appliquée pour contrôler la connaissance des consignes par ses agents dans le premier mois qui suit la notification de son marché.

1.20 Dispositifs de sécurité et de protection

Le titulaire met en œuvre tous les dispositifs de sécurité et de protection pour assurer la sécurité et la protection de son personnel, du public et des usagers mais aussi des œuvres et des biens de l'E.P.M.L.

Le titulaire fournit à cet effet les dispositifs les mieux adaptés et les maintient en parfait état de fonctionnement.

En accord avec l'E.P.M.L., le titulaire met en œuvre des périmètres de protection lors de ses prestations de façon judicieuse et des cheminements provisoires parfaitement balisés pour le contournement des périmètres de protection.

Le titulaire fait son affaire des autorisations nécessaires auprès des autorités compétentes de l'E.P.M.L. pour ses interventions à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

La liste exhaustive de ces dispositifs est fournie dans le plan de prévention du titulaire.

1.21 Tenue du personnel du titulaire

Le personnel du Titulaire doit être muni d'une tenue au logo du Titulaire.

La tenue des personnels du titulaire est conforme aux obligations du code du travail et adapté à chaque situation. Chaque compagnon doit porter un badge d'identification fourni par le service de sécurité de l'E.P.M.L. Les compagnons doivent porter leur badge de façon visible, pour pouvoir être identifiés en permanence

Le Titulaire fait son affaire du nettoyage des tenues des compagnons.

Sur simple demande, un compagnon du Titulaire doit être en mesure de changer sa tenue de façon à être présentable. Sur simple demande, le titulaire doit assurer le remplacement des tenues usagées, déchirées, décolorées ou non présentables.

Les compagnons du titulaire doivent porter leurs équipements de protection individuelle.

1.22 Outillage

Le titulaire doit fournir l'outillage nécessaire à sa prestation.

Il est responsable de cet outillage, de son utilisation et de son entretien.

Le titulaire doit préciser dans son offre le nombre et la quantité d'outillage qu'il prévoit pour la bonne exécution de son marché.

1.23 Nacelles et échafaudages

Le titulaire doit fournir les nacelles et échafaudages, intérieurs et extérieurs, nécessaires à sa prestation. Il est responsable des nacelles et échafaudages, de leurs utilisations et de leurs entretiens. Le titulaire doit demander l'accord écrit à la maîtrise d'œuvre pour utiliser un type de nacelle ou un type d'échafaudage au niveau d'une zone donnée de l'E.P.M.L.

- à la date d'exécution du marché
- au plus tard dix (10) jours ouvrés avant leurs utilisations par les agents du titulaire.

En effet, l'accord de la maîtrise d'œuvre est conditionné par :

- le type de nacelle (poids, gabarit, etc....),
- le type de roue
- le type de sol (parquet, sol béton, etc....),
- la charge possible au sol,
- etc....

Le titulaire s'expose à des pénalités décrites dans le C.C.A.P. si ses agents utilisent des nacelles ou des échafaudages au niveau d'une zone donnée sans l'accord de la maîtrise d'œuvre.

En cas de détérioration des sols, le titulaire doit la remise en état des sols, via éventuellement des entreprises agréées par les Bâtiments de France, dans les meilleurs délais.

Le titulaire doit préciser dans son offre le nombre et la quantité d'appareils de nacelle et d'échafaudage qu'il prévoit pour la bonne exécution de son marché.

En dehors des sanitaires, la charge d'exploitation admissible sur les planchers est de 500 daN/m² (soit environ 500 kg/m²). Ces éléments sont précisés dans le lot 01 et figure dans les DOE.

1.24 Attestation de qualification professionnelle Qualibat

Attestation QUALIBAT à jour, ou équivalent, souhaitée pour les lots :

Lot	Désignation	Attestation à produire
01	INSTALLATION DE CHANTIER, DEMOLITION-GROS OEUVRE, CLOISONS DOUBLAGES, FAUX PLAFOND, RETEMENT DE SOL et MURAUX, PEINTURE, PIERRE NATURELLE, STAFF	6342 Revêtements muraux attachés E.C.* Fourniture et mise en œuvre de tous revêtements muraux attachés, intérieurs ou extérieurs, en marbres, granits, pierres marbrières ou calcaires et tous autres matériaux durs, naturels ou artificiels, de toutes dimensions

		<p>6511 Fourniture et pose de staff E.C.* Fourniture et pose de tous ouvrages en staff, plaques de staff et éléments pour décoration, y compris plafonds suspendus et éléments contribuant à l'isolation thermique ou acoustique</p> <p>1113 Démolition - Déconstruction (technicité supérieure) E.C.* Démolition ou déconstruction partielle ou totale présentant des difficultés de réalisation et nécessitant des études structurelles spécifiques et dispositions particulières</p> <p>1143 Démolition par carottage ou sciage (technicité supérieure) E.C.* Création d'ouvertures ou démolition de constructions ou d'ouvrages d'art de toute nature et de toute importance nécessitant des études spécifiques préalables, à l'exclusion des travaux éventuels de reprises en sous-œuvre</p> <p>1223 Reprises en sous-œuvre (technicité supérieure) E.C.* Étude et réalisation de reprises en sous-œuvre, quelle que soit la nature du sous-sol</p> <p>2114 Réhabilitation lourde ou restructuration en maçonnerie E.C.* et ouvrage en béton armé courant (technicité exceptionnelle) Mention "RGE" possible Réhabilitation lourde ou restructuration très complexe de bâtiments existants par conservation des façades, y compris modifications de la structure intérieure et/ou extérieure permettant de contribuer à l'évolution des techniques. L'entreprise a la capacité à réaliser d'autres types de travaux connexes dans des activités ou spécialités généralement complémentaires : - la réalisation de reprises en sous-œuvre jusqu'à 6 mètres de profondeur, - la réalisation de tous types de dallages ou dalles en béton ciré, - la fabrication et pose de poteaux et clôtures en maçonnerie ou béton, - la fabrication et pose d'éléments en béton armé et béton précontraint.</p> <p>6253 sols plastiques coulés</p>
02	MENUISERIE BOIS ET METALIERIE ET SERRURERIE FINE	<p>4342 Parquets de grande surface (technicité confirmée)</p>

		Fourniture et pose de parquets de locaux recevant du public, salles de sport, etc., y compris les supports appropriés : lambourdes, matériaux d'interposition, etc., et tracé des aires de jeux 4323 Fabrication et pose de menuiserie intérieure en bois Technicité supérieure
03	COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES	En courant fort : MGTI (mention ET) classe 3 En courant faible CFMGTI3 – domaine RC CFMGTI3 – domaine RC (mention FO) CFMGTI3 – domaine GT CFMGTI3 – domaine AV CFMGTI3 – domaine ST CFMGTI3 – domaine SU
04	PLOMBERIE ET VENTILATION	5312-installation de ventilation et traitement d'air dans tout type de bâtiment 5112 installations de plomberie (EF, ECS, EU, EV, EP, appareils sanitaires) 5322 installations de désenfumage mécanique

2 RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE APPLICABLE (CLAUSES COMMUNES À TOUS LES LOTS)

2.1 Rappel de la réglementation

2.1.1 A. Type de marché

Le présent marché est un marché de type : GLOBAL ET FORFAITAIRE
Il déroge aux documents suivants : aucune dérogation.

2.1.2 B. Réglementation générale

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

- Le Code civil ;
- Le Code de la construction et de l'habitation ;
- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code des communes ;
- Le Code de la santé publique ;
- Le Code de l'environnement ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- Le Code rural ;

- Le Code du travail ;
- Tous les autres codes applicables ;
- Le Règlement sanitaire national et/ou départemental ;
- La Réglementation sécurité incendie ;
- Les textes concernant les déchets de chantier et les bruits de chantier ;
- Les textes concernant le respect de l'environnement pendant les travaux ;
- Les textes concernant les conséquences sur l'environnement des travaux du présent marché ;
- etc.

2.2 Exigences fondamentales

L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des exigences qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- La sécurité incendie ;
- L'accessibilité handicapé ;
- La prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc) ;
- La protection contre le bruit ;
- La santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc) ;
- La performance énergétique et la réglementation thermique ;
- L'écoconstruction et la qualité environnementale du bâtiment.

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

- La réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;
- Le comportement au feu des ouvrages en place.
- Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.
- Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du local concerné.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement attribué.

2.3 Réglementation PMR

Afin d'assurer la conformité de l'ouvrage, l'entrepreneur devra respecter la réglementation en vigueur :

Etablissements recevant du public et installations ouvertes au public :

Réhabilitation de l'existant : l'article L111-1 du Code de la Construction et de l'Habitation stipule : « Est considéré comme accessible aux personnes handicapées un établissement recevant du public existant ou créé dans un cadre bâti existant ou une installation ouverte au public existante permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente. ».

L'obligation d'accessibilité totale de l'établissement porte sur les établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant de catégorie 1 à 4. Concernant les établissements recevant du public de 5ème catégorie, une partie du bâtiment (ou de l'installation) est obligatoirement accessible à l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu. L'obligation d'accessibilité porte également sur les installations ouvertes au public existantes.

Pour le présent Lot et en application des obligations susvisées, l'entrepreneur devra respecter à minima les dispositions suivantes fixées par l'arrêté du 08 décembre 2014 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public et l'arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées :

- Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation
- Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales
- Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales
- Dispositions relatives aux escaliers
- Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds
- Dispositions relatives aux portes, portiques et sas
- Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande

2.4 Prescriptions concernant les produits et matériaux (Rappels)

2.4.1 Règlement européen Produits de construction - Marquage CE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs. Transposées en droit français, leurs exigences deviennent alors applicables dans le cadre de la réalisation de travaux du présent marché.

Le Règlement Produit de Construction (RPC, règlement (UE) n° 305/2011) s'applique à un produit de construction lorsqu'il est mis à disposition sur le marché, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit).

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

- Les normes harmonisées ;
- Les documents d'évaluation européens.

Le RPC impose que tout produit de construction, lors de sa mise à disposition sur le marché, conforme à une norme harmonisée ou à une Évaluation Technique Européenne dont il a fait l'objet à la demande du fabricant, fasse l'objet de l'établissement d'une déclaration de performances et soit marqué CE. Le fabricant s'engage sur la performance de son produit.

Dans le cas d'un produit de construction pas couvert ou pas totalement couvert par une norme harmonisée, le fabricant peut demander une Évaluation Technique Européenne (ETE). La démarche est alors volontaire ; cependant, une fois l'ETE obtenue, le fabricant devra établir une déclaration de performance et marquer CE ce produit.

L'entrepreneur aura le choix entre des produits bénéficiant d'une déclaration de performance et marqués CE et des produits non concernés par cette disposition. Dans tous les cas, il devra choisir un produit ayant des performances adaptées à l'ouvrage qu'il doit réaliser.

Les dérogations à l'établissement d'une déclaration de performances font l'objet de l'article 5 du règlement (UE) n° 305/2011 : « Par dérogation à l'article 4, paragraphe 1, et en l'absence de dispositions nationales ou de l'Union exigeant la déclaration des caractéristiques essentielles là où il est prévu que les produits de construction soient utilisés, un fabricant peut s'abstenir d'établir une déclaration des performances lorsqu'il met sur le marché un produit de construction couvert par une norme harmonisée, lorsque :

- le produit de construction est fabriqué individuellement ou sur mesure selon un procédé autre que la production en série, en réponse à une commande spéciale, et est installé dans un ouvrage de construction

unique identifié, par un fabricant qui est responsable de l'incorporation en toute sécurité du produit dans les ouvrages de construction, dans le respect des règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;

- ➔ le produit de construction est fabriqué sur le site de construction en vue d'être incorporé dans l'ouvrage de construction respectif conformément aux règles nationales applicables et sous la responsabilité des personnes chargées de l'exécution en toute sécurité des ouvrages de construction et désignées par les règles nationales applicables ;
- ➔ le produit de construction est fabriqué d'une manière traditionnelle ou adaptée à la sauvegarde des monuments selon un procédé non industriel en vue de rénover correctement des ouvrages de construction officiellement protégés comme faisant partie d'un environnement classé ou en raison de leur valeur architecturale ou historique spécifique, dans le respect des règles nationales applicables. »

En conséquence, la déclaration de performance et le marquage CE ne sont pas requis pour une partie d'ouvrage élémentaire façonnée par l'entrepreneur qui la met en œuvre lui-même sur site.

Les éléments d'information nécessaires à la mise en application du marquage CE en lien avec le RPC sont disponibles sur le site www.rpcnet.fr.

2.4.2 Produits et procédés innovants

2.4.2.1 Appréciation technique d'expérimentation (ATEx)

L'ATEx est une procédure rapide d'évaluation technique formulée par un groupe d'experts sur tout produit, procédé ou équipement ne faisant pas encore l'objet d'un Avis Technique, afin de faciliter la prise en compte de l'innovation dans la construction.

2.4.2.2 Évaluation technique européenne (ETE)

L'évaluation technique européenne (ETE) a été mise en place par le Règlement Produit Construction. L'ETE remplace progressivement les Agréments Techniques Européen (ATE). L'ETE est délivrée par un organisme d'évaluation technique, à la demande d'un fabricant, sur la base d'un document d'évaluation européen élaboré en amont. Si ce document d'évaluation européen existe, l'organisme d'évaluation technique l'utilise comme référentiel pour réaliser l'ETE, sinon, il doit en premier lieu rédiger ce document d'évaluation européen et le faire approuver par les autres organismes d'évaluation technique.

2.4.2.3 Le Pass'Innovation

Le Pass' Innovation est une procédure récente d'évaluation technique des innovations initiée au CSTB pour répondre au besoin de rapidité ressenti dans l'intégration en France des solutions techniques méritant un développement urgent, notamment celles contribuant aux orientations données par le Grenelle de l'Environnement. Cette procédure d'évaluation s'adresse principalement aux techniques bénéficiant déjà d'un retour d'expérience réussi ou d'une évaluation étrangère favorable d'aptitude à l'emploi.

2.4.2.4 Évaluation Technique Préalable de Matériau (ETPM)

Il arrive que l'industrie propose un matériau ou un semi-produit innovant qui n'a pas de destination précise dans le bâtiment, mais qui interviendra comme constituant de divers produits, procédés ou équipements entrant dans le domaine de plusieurs Groupes Spécialisés.

Pour pouvoir formuler les Avis Techniques demandés pour ces produits, procédés ou équipements, les Groupes Spécialisés ont besoin de connaître les propriétés attribuables au matériau ou semi-produit nouveau. Mais ils n'ont pas nécessairement la compétence indispensable pour évaluer ces propriétés (de durabilité, par exemple). D'autre part, le souci de cohérence impose que les divers Groupes Spécialisés aient les mêmes bases de travail. C'est pourquoi, dans un tel cas, il est demandé à un Groupe Spécialisé compétent ou à un Groupe ad hoc de procéder, sur le matériau ou semi-produit nouveau, à une évaluation destinée principalement à constituer la base de travail

commune dont auront besoin les Groupes Spécialisés éventuellement concernés ultérieurement. C'est L'ETPM.

2.4.2.5 Certification et classements de produits

Démarche volontaire, la certification garantit la constance de la fabrication d'un produit par rapport à des caractéristiques et des performances spécifiques voulues ou définies.

Par l'intervention d'un organisme indépendant, impartial et compétent qui vérifie la régularité et l'efficacité des contrôles effectués par le fabricant, la certification de produit apporte à l'utilisateur :

- La constance de fabrication d'un produit et de ses performances,
- La certitude de l'adaptation d'un produit à une utilisation donnée,
- Une réduction de ses contrôles de réception,
- Une traçabilité permettant des recours éventuels plus aisés.
-

2.5 Prescriptions environnementales

Les prescriptions environnementales concernent ce marché se veulent responsables au regard de l'environnement et/ou du social.

Des clauses d'obligation de moyens (utilisation de produits éco certifiés ou répondant à certaines normes sociales, environnementales ou éthiques) ou des clauses d'exclusion peuvent figurer dans le descriptif de chaque lot.

Ce marché est soucieux :

- De la restauration, de la protection des milieux naturels et de l'environnement ;
- De donner du travail à des personnes en situation de handicap ou à des personnes en difficulté sociale. Les critères sociaux sont généralement intégrés dans les chantiers d'insertion ou des chantiers écologiques (type gestion différenciée) permettant, par exemple, un travail manuel plutôt que mécanique ou rejetant les produits chimiques.

2.6 Prescriptions concernant la mise en œuvre

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références, notamment :

- Les DTU et NF-DTU ;
- Les normes ;
- Les Eurocodes ;
- Les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques ;
- Les cahiers du CSTB ;
- Les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen ;
- Les fiches d'application et solutions techniques ;
- Les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P ;
- Les Règles de l'Art Grenelle Environnement.

Chaque CCTP dresse un inventaire détaillé des règles à respecter *a minima* pour l'exécution de l'ouvrage.

2.7 Réglementation concernant la sécurité et la santé des ouvriers

En matière de santé et de sécurité au travail, le chef d'entreprise a une obligation de résultat. Cela implique qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris de ses salariés temporaires (intérimaires, stagiaires, CDD).

À ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- Des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- Des actions d'information et de formation ;

- La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Ces mesures doivent être adaptées en cas de changement de circonstances ou pour améliorer les situations existantes et elles doivent se baser sur les principes généraux de prévention.

Tous les frais liés à la sécurité et la santé pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. Dans le cas où plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants sont amenés à travailler simultanément, la mise en place d'un coordonnateur sécurité est obligatoire. Toutefois, malgré son rôle et les missions de santé et de sécurité qui lui sont confiées, son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités des autres intervenants (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises intervenantes, etc.).

Si un plan de prévention est exigé, il sera rédigé conjointement par le responsable de l'entreprise extérieure et l'entrepreneur. L'arrêté du 19 mars 1993 fixe la liste des travaux dangereux pour lesquels le chef d'entreprise intervenant dans une autre entreprise doit établir un plan de prévention, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

L'entrepreneur prendra en charge la rédaction du protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement.

Si nécessaire, et avant intervention, l'entrepreneur doit solliciter l'entreprise d'accueil ou le maître d'ouvrage pour demander l'autorisation de travailler par point chaud. En retour, et avant le début des opérations, le permis de feu est transmis à l'entreprise intervenante pour accord et signature. L'entrepreneur devra rédiger le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), avant le début des travaux et dans un délai de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (huit jours pour les travaux de second œuvre).

L'entrepreneur se chargera d'établir les notices de postes sur la base de l'évaluation des risques du document unique.

L'entrepreneur devra mettre en place les documents pour maîtriser les travaux réalisés en présence d'amiante :

- un mode opératoire pour toute intervention sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (travaux dits de « sous-section 4 ») ;
- un plan de retrait, de démolition ou d'encapsulation pour les travaux de retrait, de démolition ou d'encapsulation de matériaux amiantés (travaux dits de « sous-section 3 »).

Textes de référence :

- Principes généraux de prévention :
 - o Article L. 4121-2 du code du travail ;
- Plan de prévention :
 - o Articles R. 4512-6 à R. 4512-12 du code du travail (plan de prévention),
 - o Article R. 4514-2 du code du travail (information du CHSCT),
 - o Article R. 4513-4 du code du travail (mise à jour du plan de prévention),
 - o Arrêté du 19 mars 1993 (liste des travaux dangereux) ;
- Équipements de protection individuelle (EPI) :
 - o Articles R. 4311-8 à R. 4311-11 du code du travail,
 - o Articles L. 4321-1 à L. 4321-5 et R. 4321-4 à R. 4322-3 du code du travail (règles générales),
 - o Articles R. 4323-91 à R. 4323-106 du code du travail (conditions d'utilisation, vérifications, formation et information),
 - o Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Affichage obligatoire :
 - o Articles D. 4711-1, R. 4227-37 et R. 4323-76 du code du travail ;
- Coordination SPS :
 - o Articles R. 4532-1 à R. 4532-98 du code du travail ;
- PPSPS :

- Articles L. 4532-9 et R. 4532-56 à R. 4532-76 du code du travail ;
- Apprentis :
 - Décret n° 2015-443 et décret n° 2015-444 relatifs aux travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans,
 - Articles L4153-1 à L4153-9, D4153-1 à R4153-52 du code du travail (jeunes travailleurs) ;
- Travail en hauteur :
 - Articles R. 4323-58 et suivants du code du travail (dispositions générales),
 - Article R. 4534-3 et suivants du code du travail (dispositions de chantiers),
 - Article L. 4731-1 du code du travail (arrêt de chantier),
 - Décret n° 2015-444 du 17 avril 2015 modifiant les articles D. 4153-30 et D. 4153-31 du code du travail (relatif à l'affectation des jeunes âgés de moins de dix-huit ans à des travaux temporaires en hauteur),
 - Décision d'exécution (UE) 2015/2181 de la Commission du 24 novembre 2015 portant publication, avec restriction, au Journal officiel de l'Union européenne de la référence à la norme EN 795:2012, Équipements de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage, en application du règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil,
 - Décision déléguée (UE) 2018/771 de la Commission du 25 janvier 2018 relative au système applicable pour l'évaluation et la vérification de la constance des performances des dispositifs d'ancrage utilisés pour les ouvrages de construction et destinés à prévenir ou arrêter les chutes de hauteur de personnes, conformément au règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil,
 - NF EN 795 (mars 2016) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs d'ancrage (Indice de classement : S71-S13),
 - NF EN 1496 (février 2017) : Équipement de protection individuelle contre les chutes - Dispositifs de sauvetage par élévation (Indice de classement : S71-S15).

3 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS

3.1 Démarches et autorisations administratives

L'entrepreneur aura à sa charge la demande de toutes les autorisations de voirie auprès de la commune et des déclarations d'intention de commencement des travaux auprès des concessionnaires de réseaux.

3.2 Liaisons entre les corps d'état

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux. Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- L'entrepreneur de gros œuvre prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux ;
- Chaque entrepreneur réclamera au maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations ;
- Chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

3.3 Traits de niveau

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, l'entrepreneur du lot 01 devra, à ses frais :

- Porter à l'extérieur sur les façades le niveau + 1,00 m fini du premier niveau (sans objet dans le présent dossier);
- Porter à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau + 1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état. Ce trait ne devra en aucun cas endommager les pierres existantes.

Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le gros œuvre également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état

3.4 Travaux spéciaux

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié.

Le choix du sous-traitant sera à soumettre par un dossier complet (formulaires DC4, DC2 et justificatifs) au maître d'ouvrage pour accord 1 mois avant l'intervention prévue.

3.5 Échantillons

Chaque entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par le maître d'œuvre. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par les entrepreneurs dans un local spécial annexé au bureau du maître d'œuvre. Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature du maître d'œuvre qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier, et une case réservée pour la signature du maître de l'ouvrage qui manifestera ainsi son acceptation.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature du maître d'œuvre.

3.6 Éléments « modèles »

Pour certains ouvrages fabriqués ou préfabriqués et dont le nombre d'éléments de même type est suffisant pour le justifier, le maître d'œuvre aura la faculté de demander à l'entrepreneur la mise en place sur le chantier d'un élément à titre de « modèle ».

Cet élément pourra être, en fonction de l'avancement des travaux, soit mis en place à son emplacement définitif, soit posé au sol sur un support adéquat. Ce modèle servira à la mise au point définitive de l'ouvrage considéré, et l'entrepreneur devra y apporter toutes les modifications jugées utiles par le maître d'œuvre.

Dans le cas de modifications trop importantes, le modèle devra être repris par l'entrepreneur et remplacé par un modèle conforme.

La présentation de ce modèle devra se faire dans le délai fixé par le maître d'œuvre lors de la demande.

3.7 Locaux témoins

Pour les chantiers dont l'importance le justifie, le maître d'œuvre pourra exiger, dès que l'avancement du chantier le rendra possible et pour la date qui sera fixée par le maître d'œuvre, il devra être réalisé un local ou un groupe de locaux « témoins ».

➔ Ce local « témoin » sera : à définir avec la maîtrise d'ouvrage

Les entrepreneurs devront exécuter les travaux leur incombant pour terminer ce ou ces « témoins » dans le délai imparti.

Ce ou ces « témoins » permettront en tant que besoin de mettre au point les détails de construction et de finition, les entrepreneurs seront tenus d'y apporter toutes les modifications que le maître d'œuvre jugerait utiles pour améliorer la qualité de la construction, dans la limite toutefois des obligations contractées par les entrepreneurs au titre de leurs marchés. Les entrepreneurs tiendront compte de ces mises au point dans l'exécution de la suite de leurs travaux.

3.8 Règles d'exécution générales

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage. À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tout point aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées. La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le maître d'œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée. Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis Technique.

3.9 Prescriptions relatives aux fournitures et matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

3.10 Réservations, percements, rebouchages, scellements, raccords, etc.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporation au coulage, etc. nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans tous les ouvrages verticaux et horizontaux en béton et en béton armé, ainsi que dans tous les éléments préfabriqués, le cas échéant, tous les percements, passages, trous, gaines, etc. devront être réservés au coulage par l'entrepreneur de gros œuvre, les refouillements, percements et autres dans ces ouvrages étant formellement interdits.

En conséquence, tous les entrepreneurs des corps d'état concernés devront en temps utile prendre toutes dispositions afin de faire prévoir au coulage ou à la préfabrication toutes les réservations ou autres nécessaires à la bonne exécution de leurs ouvrages.

Dans les autres maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc. seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés.

Les scellements, rebouchages, etc. seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

3.11 Protection des ouvrages

Les entrepreneurs de revêtements de sol devront assurer la protection de leurs revêtements de sol jusqu'à la

réception.

Pour les parquets, etc., la mise en place de papier fort ou de moquette perspirante pourra convenir.

Les mêmes spécifications concerneront les marches d'escaliers où plus particulièrement le nez de marche devra être protégé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes qui du fait de leur position risquent d'être épauffrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

En ce qui concerne les menuiseries à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées aux chocs et à la poussière.

Chaque entreprise est responsable de ses ouvrages et doit une protection adaptée jusqu'à la réception. Au besoin, les entreprises peuvent réaliser des photographies des ouvrages avant intervention. Pour le cas échéant rendre compte de l'état des éléments sur lesquels elles sont intervenus.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

3.12 Nettoyage de chantier

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage. Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit en sacs par double ensachage. Une benne devra être mise à disposition par le lot 01 dans l'emplacement indiqué sur le plan.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

En fin de chantier, un nettoyage complet sera réalisé par l'entreprise du lot 01.

Nota : pour tous les travaux poussiéreux : aspiration à la source

3.13 Remise en état des lieux

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres, devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

3.14 Planning d'exécution des travaux

Le planning d'exécution des travaux sera le suivant :

➔ Voir planning remis au dossier de consultation

4 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES TRAVAUX DANS L'EXISTANT (CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS (CCTL))

4.1 Reconnaissance des existants

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants avant remise de leur offre.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état général des existants et leur degré de conservation ;
- L'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
- La nature des matériaux constituant les existants ;
- L'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;
- La nature et la constitution des planchers et leur flexibilité ;
- L'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité et les installations de chauffage, le cas échéant ;
- Le dossier d'installation de chantier et notamment les circuits d'approvisionnement (propre et sale).

Et, en général, tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût. S'agissant des constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- Avoir visité les lieux ;
- Avoir pris connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
- Avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structure ou, à défaut, avoir déterminé par tous moyens ces principes de structure ;
- Avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions ;
- Avoir pris connaissance des circuits dits "propre" et "sale" relatifs à l'organisation du chantier et visité les lieux utilisés par ces circuits

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, les entrepreneurs sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

4.2 Protections des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans des ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- Les revêtements de sol et plus particulièrement ceux en parquets et marbre ou pierre ;
- Les escaliers et rampe
- Les parois en pierre, notamment les angles ;
- Les ouvrages en bois apparent ;
- Les ouvrages en verre et en métal ;
- Les appareils sanitaires et robinetteries.
- Les menuiseries existantes
- Etc.

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

4.3 Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être selon le cas des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'entrepreneur de gros œuvre ou, à défaut, par un entrepreneur principal désigné par le maître d'œuvre.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par les entreprises lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, les entrepreneurs auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

4.4 Prise en charge des frais de protection des existants

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge des entreprises dans les conditions suivantes :

- ➔ Les frais des protections communes seront à la charge de l'entrepreneur du lot 01, excepté les frais de protections des meubles (lot 02).

4.5 Mesures de conservation des abords

Les abords des bâtiments, et plus particulièrement les espaces plantés, devront être sauvegardés en leur état, notamment pour les passages des livraisons et pour le positionnement de la benne.

Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc. devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés et aux constructions.

4.6 États des lieux

Le lot 01 fera établir un état des lieux des existants avant le début des travaux et à la fin des travaux.

Cet état des lieux sera établi par huissier en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entrepreneurs concernés.

- Les frais de ces états des lieux seront supportés par l'entreprise du lot 01.

Par ailleurs, chaque entreprise est responsable de la réalisation de photographies avant son intervention pour permettre de prouver les éventuelles dégradations réalisées avant ou après ses travaux.

4.7 Plans des existants

- Les plans des existants suivants sont annexés au dossier :
Ces documents graphiques sont des documents graphiques donnés à titre purement indicatif. Il appartient à chaque entrepreneur de les vérifier et, au besoin, de les adapter à ses frais.

4.8 Dimensions des existants

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP sont des dimensions approximatives données à titre

strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des côtes et des dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, les entrepreneurs procéderont, sous leur seule responsabilité, à la totalité des levées de cotes qui leur sont nécessaires.

4.9 Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et les moyens de dépose sont laissés au choix des entrepreneurs qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

4.10 Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Et notamment :

- ➔ Les comptoirs (voir CCTP correspondant),
- ➔ Les pierres de sol et murales (voir CCTP correspondant),

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par les entrepreneurs dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui leur seront indiqués en temps utile.

Pour les pierres récupérées : Le Louvre envisage à ce stade la possibilité de deux réserves (Saint-Germain et parking Orange). Pour la réserve Saint Germain l'entreprise devra prévoir l'utilisation d'un appareil de levage. Les sujétions de récupération font partie du prix des marchés.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, les entrepreneurs auront la liberté de récupérer tous les matériaux de leur choix, mais ils devront les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis aux entrepreneurs qui pourront en disposer à leur gré après enlèvement du chantier.

4.11 Échafaudages, agrès, protections, etc.

Les prix du marché comprendront implicitement tous les échafaudages, agrès, etc. nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans, etc. nécessaires pour assurer la sécurité. Les charges de sol admissibles sont précisées dans les DOE.

4.12 Emploi de gros engins mécaniques

Compte tenu des conditions du chantier, l'attention de l'entrepreneur est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux.

À ce sujet, il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas :

- Causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions ;
- Entraîner par suite des manœuvres et des vibrations des désordres aux existants si minimes soient-ils.

4.13 Stockage de matériaux dans l'existant

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devront être établis sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à l'avancement normal des travaux, il appartiendra aux entrepreneurs de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'un des entrepreneurs de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entrepreneur responsable.